n° 51
mardi 24 octobre 72

APL informations Nantes

bulletin régional édité par l'Agence de Presse Libération.

Imprimerie spéciale A.P.L.- directeur Maurice Clavel- 14 rue de Bretagne, Paris 3
Abonnements les 12 numéros (soit 3 mois environ) : 10 francs minimum - soutien : 15 ou 20 francs - en timbres, ou en chèque à l'ordre de la Librairie 71.
Vente au numéro : (1 franc) - St-Nazaire libr. "le Tiers Livre", av. de la République et au bureau régional : "librairie 71", 29 rue Jean Jaurès, Nantes.

sommaire

ENTREPRISES
2 - CERISAY : poursuite du conflit chez Cousseau.
3/4/5/6 : QUIMPER (dossier) la grève à COOPASUD.
9 - GENESTON : reprise chez Racineux après satisfaction partielle.
10 - LOIRE-ATLANTIQUE : grève du Bâtiment.

AGRICULTURE
7/8/9/ : répression contre les Paysans-Travailleurs de Loire-Atlantique

ENSEIGNEMENT
11 - NANTES : grève à l'E.N.N.A.

VIE QUOTIDIENNE
12 - ST-GILDAS : débat sur la Justice.
14 - NANTES : chasse aux jeunes à Euromarché.

calendrier

NANTES : mercredi 24 octobre, salle Paul Fort (marché Talensac), meeting sur le Chili à 20h30. Participation de Alain Labrousse (journaliste, auteur de "l'expérience chilienne), Viglietti, chanteur sud-américain, Ravenel (PSU), P.P Loquais, prêtre-ouvrier nantais retour du Chili. Appel du P.S.U. et du comité de soutien Uruguyen, appuyé par l' U.M.N.

LA CHAPELLE s/ Erdre : dimanche 4 novembre rencontre de tous les participants à la marche sur le Larzac, pour en faire le bilan, à partir de 10 h. au G.A.E.C de Massigné (sur la route de la Chapelle à Treillières). Un montage audio-visuel sur la marche est en cours de réalisation, on espère qu'il sera prêt pour cette date. Apporter son pique-nique. Il y aura possibilité de se mettre à l'abri en cas de mauvais temps.

NANTES : samedi 27, discussion sur "le travail social" avec l'A.P.T.S. dès 9h30.
L'Association Professionnelle des Travailleurs Sociaux (APTS) de Loire-Atlantique est un regroupement d'éducateurs, assistantes sociales, animateurs, psychologues etc., désireux de faire prendre conscience aux travailleurs sociaux de la dimension politique de leur pratique. Les travailleurs sociaux n'ont pas pour mission d'empêcher les braves gens de faire de mauvais rêves en camouflant les aspects les plus sombres de la réalité sociale. L'effectif des travailleurs sociaux a doublé en 10 ans. 90 000 travailleurs sociaux sont répartis en France en plus de 30 catégories.

L'APTS organise à ce sujet un colloque sur le thème "pourquoi le travail social?", à l'occasion duquel elle rendra compte de ses travaux et de ses actions. Participeront à ce colloque des travailleurs sociaux qui ont écrit dans le numéro spécial de la revue ESPRIT sur le travail social : Philippe Meyer, Patrick Giros, Gilbert Mury

Le colloque se tiendra le samedi 27 au chateau de la Pingletière (à gauche à 2 km avant d'arriver à St-Aignan de Grand Lieu). Pour tout renseignement :
A.P.T.S., 30 rue de la Boucherie, Nantes. tél.: 73.40.83.

NANTES : réunion de constitution du Comité de Défense des Appelés jeudi 25 octobre à 20h30 à la Fraternité Protestante, rue Amiral Dichaffault (près Mellinet)
"Le C.D.A. n'a pas pour vocation de représenter ni de coiffer l'ensemble du nouvement anti-militariste.... Il est le seul mouvement anti-militariste qui se situe explicitement sur une base de lutte de classe offensive et s'efforce de réaliser l'unité la plus large en son sein. Déja le CDA est intervenu lors d'opérations 'portes ouvertes' dans certaines casernes, lors de la marche sur Besançon pour apporter le soutien aux travailleurs de LIP contre l'invasion des gardes mobiles..."
Réunion appelée par le C.D.A.-lycéens.

Cerisoy: manifestation de solidarité les sam. 27 et dim. 28. Soyons nombreux →

CERISAY : poursuite du conflit.

Suite aux incidents du 9 octobre (voir APL n° 50), pour protester contre les violences commises par Cousseau, l'usine de camions Heullier de Cerisay a fait frève la matinée du 10 octobre.Par contre CGT et FO ont distribué un tract.
Texte du tract CGT et FO diffusé chez Fleury-Michon à Cerisay :

"Que se passe-t-il ? Des violences dont Cousseau est responsable. Nous constatons malheureusement que le bien-fondé de nos remarques exprimées lors de la dernière réunion d'information se vérifie : il est bien évident que des incidents comme celui du 9 octobre ne contribuent guère à un règlement honorable du conflit. Nous dénonçons ces violences, nous demandons l'application des décisions de l'Inspecteur du Travail et du Juge des Référés. Les pouvoirs publics ont pris position pour la déléguée syndicale, c'est de ce côté là qu'il faut intervenir. Toute escalade dans le conflit ne serviraait qu'à rendre plus difficile la reprise du travail dans de bonnes conditions, on imagine déjà plus mal une reprise sans heurts qu'il y a une dizaine de jours. (...) Il est urgent qu'un compromis soit trouvé, et ce n'est pas un débrayage de solidarité chez Fleury-Michon qui le permettra."

Le 18, entrevue syndicats/patron, à Niort.
Aucune issue. La CFDT a fait des propositions : reprise de la déléguée, pour une durée déterminée (3 mois) dans un autre atelier à St-Mesmin avec 4 ou 5 g èvistes et les 3 mois écoulés retour des ouvrières et de la déléguée à l'atelier de Cerisy Annulation des poursuites judiciaires de part et d'autre. Un accord se réalise sur la garantie de l'emploi de la déléguée. Le patron élude la réponse.

Dimanche 28 : manifestation de solidarité à Cerisay. 15 heures. place des Halles
Samedi après-midi : et dimanche matin : débat sous les Halles de Cerisay. L'UL-CFDT prévoit : des films sur LIP, des stands d'exposition, des débats, des chansons, des caees-croute, et des chemisiers PIL. Se munir d'un matelas et d'un duvet si possible.

La préparation du meeting et les petits commerçants de Cerisay :

Des affiches appelant au meeting ont été proposées aux commerçants pour apposer sur leur vitrine. Certains ont refusé violemment, d'autres se sont contentés de les remiser sous le comptoir. Suite à cela, une réunion de commerçants a eu lieu mercredi soir, à laquelle assistait un représentant des grèvistes. Les commerçants n'étaient pas satisfaits de cette proposition d'affichage qui leur avait été faite ni du fait qu'une liste de commerçants où était indiquée ceux qui soutenaient la grève et ceux qui étaient contre, et était affichée au hall d'accueil des grèvistes. Mais les commerçants n'étaient pas tous d'accord entre eux. Ils devaient faire passer un communiqué dans la presse le 20. Ils ont aussi écrit au conseil municipal. La liste des commerçants, objet du litige, est actuellement mise de côté par les grèvistes pour éviter de semettre à dos une fraction de la population locale, préférant actuellement discuter. Les arguments des commerçants qui soutiennent Cousseau sont "c'est Cousseau qui apporte du travail dans la région et donc l'enrichit". Réponse "Il y a des commerçants qui ont eu des baisses d'au moins 20 %, il faut donc aussi tenir compte des grèvistes".

Le patronat local.

Une lettre a été envoyée par la direction de l'entreprise Big-Chief de la Roche s/ Yon où la déléguée licenciée travaillait avant. Elle lui proposait de la reprendre immédiatement dans de bonnes conditions de salaire, ajoutant "nous vous faisons cette proposition étant l'excellent souvenir que votre passage parmi nous a laissé aussi bien à vos camarades qu'au personnel d'encadrement". Le patronat local semble divisé face à l'attitude "maladroite" de Cousseau, en particulier à cause des débrayages et manifestations de soutien auxquelles cela donne lieu dans les entreprises voisines (par ex. Heeullier)

3

DOCUMENT (réalisé à partir d'un texte, de tracts et de coupures de journaux envoyés par des camarades du Finistère)

COOPA-SUD, l'anti-LIP: les patrons font tourner l'entreprise pour briser la grève des ouvriers.

Le 27 Juillet, les 30 employés de COOPA-SUD (coopérative de déshydratation du groupe UNICOOPA, second groupe coopératif breton) se mettaient en grève avec occupation. Ils exigeaient la réintégration de Mr GOURLAY, chef d'atelier de l'usine d'Elliant qui venait d'être licencié pour "insuffisance professionnelle et manque d'autorité" , ainsi que la satisfaction d'autres revendications (semaine de 40 H, heures supplémentaires payées au taux légal ETC....)

Le 4 Août, une partie des 70 paysans coopérateurs, dirigés par leur président KERSULEC (qui était alors président du groupe UNICOOPA) remettaient en marche l'usine d'ELLIANT et la faisaient tourner pour briser la grève. D'autres paysans, de petits paysans refusant d'aller contre cette grève ne livrèrent pas leur fourrage.

M. KERSULEC, bafouant le droit de grève déclara: "Nous entendons disposer librement de cet instrument selon notre intérêt, nous ferons ici un LIP à l'envers". Le 25 Août, le juge des référés de Quimper s'est déclaré incimpétent à propos de la procédure engagée par la CFDT pour"atteinte au droit de grève" et pour la réintégration de M. Gourlay; et ce, malgré un rapport de l'inspecteur des lois sociales favorable aux grèvistes.

Face à l'intransigeance du conseil d'administration de COOPA-SUD et de son président, la solidarité avec les employés s'organise: le CDJA du Finistère et les Paysans Travailleurs, d'abord, distribuèrent un tract d'explication auprès des agriculteurs:

DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS, MEME POUR LES PAYSANS....

Il se traduit par des luttes pour conserver notre outil de travail, la terre, des luttes contre les cumulards, agriculteurs ou non, les expropriations non justifiées du Larzac

LE DROIT DE GREVE POUR TOUS...

C'est la principale arme des travailleurs pour faire valoir leurs revendications. Les paysans l'ont utilisé l'an dernier, y compris face aux coopératives pour obtenir un salaire minimum de leur lait, le S.M.I.C. Aujourd'hui, ce sont les ouvriers de COOPA-SUD qui font valoir leurs revendications par ce moyen. Les paysans réclamant un salaire minimum pour leur travail, se doivent de le respecter.

LE PAYSAN.... QUEL PAYSAN ?

Tous les paysans n'ont pas la même situation. La plupart n'ont que leur travail pour vivre même s'ils ont une production industrialisée. Ils réclament un salaire équivalent au S.M.I.C. Leur pouvoir face au crédit, aux firmes, aux banques est nul. La situation des paysans fait que ce ne sont pas des salariés, mais les intérêts sont les mêmes. D'autres par contre, sont des chefs d'entreprise, toujours à la recherche du profit maximum. Ils doivent pour cela accaparer les terres, exploiter la main-d'oeuvre, investir dans les sociétés anonymes comme la S.O.F.I.G.E.P.A.R. ou Ouest Ferries (société anonyme, ayant pour but des opérations industrielles et commerciales se rapportant au transport maritime dont un administrateur est Gourvennec) qui viennent d'être créées à Quimper.

LA COOPERATIVE, POUR QUOI, POUR QUI ?

On veut nous faire croire que dans une coopérative tous les paysans se donnent la main Que veulent alors dire les surfaces minimum nécessaires pour faire la déshydratation, les prix du litre de lait, du kilo d'aliments ou d'engrais différents selon les quantités? Ne sont-ce pas les petits paysans qui payent pour les gros ? On ne nous fera oas croire que ce sont les petits agriculteurs qui ont décidé de cette politique. Mais qui a donc le pouvoir dans les coopératives? En fait, les coopératives dans le système actuel sont partie prenante du système capitaliste. Elles donnent une illusion de pouvoir aux adhérents. Celui-ci en fait se limite à choisir la marque du camion ou la couleur de l'ensileuse. N'est-ce pas le crédit qui fixe le montant des parts sociales, les centres de distribution, le prix du litre de lait? Et les responsables de coopérative qui choisissent de reporter ces contraintes sur les agriculteurs ?

OUVRIERS, PAYSANS , MEME COMBAT....

A l'Union Laitière Bretonne en 70, les responsables ont joué agriculteurs contre salariés. Quand pendant la grève du lait, les agriculteurs réclament un salaire, coopératives, firmes privées, pouvoir public ont joué les ouvriers contre les paysans. Aujourd'hui à Coopa-Sud, les mêmes responsables jouent les paysans contre les ouvriers. .../...

Qu'ils ne viennent pas nous dire que c'est pour procurer un salaire auxxpaysans, ce ne sont pas ceux qui refusaient ce salaire pendant la grève du lait qui sont les plus qualifiés pour en parler! Pour toutes ces raisons, le C.D.J.A. et les Paysans Travailleurs appuient les revendications des salariés de Coopa-Sud.

Le 1° Septembre, le conflit s'étend à l'ensemble du personnel d'UNICOOPA qui tient un meeting (plus de 300 salariés), et organise une grève tournante qui touche principalement la coopérative laitière U.L.B. (Union Laitière Bretonne) et la coopérative d'aliment du bétail SOBANAN. Le ramassage du lait et la fourniture d'aliment du bétail n'est plus assurée. Les Paysans Travailleurs et leCDJA diffusent auprès des agriculteurs, pour expliquer cette action, un tract dénonçant les véritables responsables de cette situation.

Les salariés de la F.D.S.E.A. (Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles),de la chambre d'agriculture, du contrôle laitier , du centre d'économie rurale du Finistère déclanchent aussi une grève de solidarité. Devant l'extension du conflit, UNICOOPA exige de COOPA-SUD qu'elle réintègre M. Gourlay; mais Kersulec se dérobe, il démissionne de la présidence d'UNICOOPA et COOPA-SUD décide de se retirer du groupe coopératif.

Le 4 Septembre , les Paysans Travailleurs prennent l'initiative d'une réunion avec les grévistes où il fut décidé d'intensifier la campagne d'explication et de créer des comités de soutien pour soutenir politiquement et matériellement les ouvriers en grève.

Les missions de conciliation au cours de ce conflit ont échoué. Mais le 14 Septembre après plus de 50 jours de grève, le conseil d'administration de COOPA-SUD est contraint de réembaucher Gourlay, dans ur autre secteur de la coopérative. Cependant la grève se poursuit pour la défense des autres revendications (salaire, conditions de travail, demande d'un "accord collectif d'établissement"), mais les dirigeants de COOPA-SUD refusent de signer toute proposition.

Le vendredi 5 Octobre à 8 H , les salariés en grève depuis 60 jours décident de reprendre le travail.

Tract du 12 Septembre 1973

SOUTENONS FINANCIEREMENT LES GREVISTES DE COOPA-SUD

En grève depuis 45 jours, pour obtenir la réintégration de Jean GOURLAY licencié de manière arbitraire par la direction de COOPA-SUD et pour faire aboutir leurs revendications (conditions de travail, sécurité se l'emploi, augmentation des salaires,etc...), ces travailleurs se heurtent à l'intransigeance de François-Louis KERSULEC qui refuse toute négociation sérieuse.

Le Comité Populaire de Soutien demande aux Travailleurs du Sud-Finistère de soutenir financièrement les grévistes de COOPA-SUD, et de répondre, dans les jours prochains, aux mots d'ordre qui seront lancés par les grévistes.

POUR LA REINTEGRATION DE JEAN GOURLAY

UNITE OUVRIERS-PAYSANS

Comité Populaire de Soutien: C.D.J.A., Paysans Travailleurs, C.F.D.T., P.S., P.S.U., U.D.R., C.L.L., M.R.J.C.

Tract du lundi 3 Septembre 1973

COOPA-SUD 40 ème JOUR de GREVE - UNICOOPA 2 ème JOUR

LES OUVRIERS ET LES PAYSANS FONT LES FRAIS DE L'INCONSCIENCE DE CERTAINS RESPONSABLES

Pourquoi la grève?

- Le 18 Juillet la lettre de revendications des ouvriers (redéfinition des postes, heures supplémentaires et salaires) reste sans réponse.
- Le 26 Juillet, Jean GOURLAY reçoit une lettre de licenciement sous prétexte de:
  - -incompétence professionnelle
  - -difficultés de relations humaines

Mais il faut connaître les conditions dans lesquelles a démarré l'usine d'Elliant. Prévue le 15 Mai, la mise en route ne se fit que le 25. Entre temps l'herbe pousse, d'où retard, surcharge, manque de matériel (camions sans roue de secours)

5 Les autres usines de déshydratatoon ont connu de grosses difficultés de mise en route. pourquoi faire supporter à Jean GOURLAY les difficultés de démarrage de celle d'ELLIANT

Depuis 40 jours à COOPA-SUD et 2 jours à UNICOOPA, les ouvriers se battent pour défendre le droit au travail.

Pendant la grève du lait, une coopérative du NORD FINISTERE a licencié 7 adhérents les paysans se sont mobilisés pour leur réintégration.

Le droit de grève pour tous

C'est la principale arme des travailleurs pour faire valoir leurs revendications, les paysans l'ont utilisée, aujourd'hui ce sont les employés de COOPASUD qui font valoir leurs revendications par ce moyen. Les paysans réclamant un salaire minimum pour leur travail se doivent de le respecter.

Ces jours-ci donc, le lait ne sera pas ramassé, l'aliment du bétail pas livré:
LA FAUTE A QUI ? QUI A LE POUVOIR DANS LA COOPERATIVE ?

Quand il s'agit de prix de revient, c'est-à-dire de leur salaire, les paysans doivent se battre, face à"leur" coopérative. Mais en cas de conflit ouvrier, les patrons utilisent les paysans pour briser la grève en leur faisant croire qu'ils ont le pouvoir.
LA COOPERATIVE EST L'ARME DU POUVOIR CONTRE L'UNITE OUVRIERS - PAYSANS

Aujourd'hui les paysans dont le lait n'est pas ramassé et les aliments non livrés doivent se battre contre KERSULEC et les responsables qui le soutiennent afin d'obtenir la réintégration de GOURLAY.

OUVRIERS, PAYSANS , NOS INTERETS SONT LIES

C.D.J.A. / PAYSANS TRAVAILLEURS

LE TELEGRAMME DE BREST (quotidien régional) Jeudi 6 Septembre 1973

LES PAYSANS TRAVAILLEURS CREENT DES COMITES DE SOUTIEN A JEAN GOURLAY

Les paroles des jeunes agriculteurs du Finistère réunis mardi soir au nombre de 80 dans le local syndical de l'Union Laitière Bretonne à Carhaix, s'accompagnaient de temps à autre du grincement des freins des camions chargés de lait de retour de leur collecte dans la nuit: l'usine avait repris son activité. Dans l'après-midi, une vingtaine d'agriculteurs mécontents étaient venus parlementer avec les chauffeurs en grève. Ils réussissaient finalement à les convaincre: les achats de poubelles de plastique, moyen de fortune pour stocker un lait destiné à tourner, devenaient tout à coup inutiles: mais il est préférable d'avoir des poubelles à revendre que du lait dans les fossés.
Les jeunes agriculteurs réunis ce soir-là, accompagnés de quelques agriculteurs de la tendance "Paysans Travailleurs" ne pouvaient que constater que le conflit de COOPASUD n'avait pas pour autant trouvé de solution. Ils ont pris une décision importante : "Un comité de soutien à Jean Gourlay sera créé dans chaque canton du Finistère".
Et quelques délégués "Paysans Travailleurs" des Côtes du Nord et du Morbihan ont eux aussi affirmé leur volonté de créer des comités de soutien dans leur département.
L'objectif essentiel: recueillir des fonds, à l'exemple de ce qui a été fait lors de la grève du Joint Français à St Brieuc. Afin de permettre aux salariés en grève de COOPASUD "de tenir aussi longtemps qu'il le faudra jusqu'à la réintégration de Jean Gourlay".
La motivation:"se battre ensemble face aux patrons de coopératives" MM. Jean-Charles Jacopin, président du C.D.J.A., et René Pédillon, affirment que droit de grève et droit au travail ont été bafoués . "Quand les paysans luttent pour maintenir un fermier en place, quand ils s'insurgent contre le refus de ramassage de lait à un petit producteur, quand ils refusent les primes de quantité, c'est toujours le droit au travail qu'ils défendent" "Durant la grève du lait, les patrons des coopératives. voulaient casser le mouvement; de même dans le licenciement de Jean Gourlay ce sont des patrons de coopérative qui ont voulu cassé la grève des ouvriers".. De cette constatation les Paysans Travailleurs en déduisent que les intérêts des paysans et ouvriers sont plus que jamais liés. Leur crainte dans ce conflit était en effet de voir compromise cette solidarité qu'ils veulent consolider . M.Jacopin rappelle que les petits paysans dépendent de plus en plus des firmes industrielles et coopératives. Le pouvoir de décision des agriculteurs est limité,même au niveau de leurexploitation. D'où la volonté de revendiquer désormais face aux entreprises comme les salariés et non plus face aux Pouvoirs Publics.

La raison profonde de cette action des paysans travailleurs: l'homme M. X.. des Côtes du Nord désignant Jean Gourlay présent à la réunion proclame que "se battre pour le droit de cet homme de vivre dans une société, vaut bien tout le lait non ramassé".
" Il faut dénoncer, dit-il, le scandale de la loi du capital qui diminuel'homme. Il faut que le plus petit puisse vivre. Le comportement du plus gros qui écrase l'autre conduit au désert". Le meeting organisé à Carhaix à l'appel des paysans travailleurs faute de la foule des participants s'est donc transformé en une simple réunion de réflexion, où l'on s'est réconforté dans les objectifs poursuivis et dans le soutien à Jean Gourlay.

Tract du 8 septembre 1973

COOPA-SUD LA SOLIDARITE S'ETEND

COOPA-SUD: Jeune coopérative "dynamique, compétente, efficace" adhérente d'UNICOOPA.
Créée par des producteurs de porcs, elle fusionne avec une vieille coopérative "la solidarité" pour devenir polyvalente (sections approvisionnement,porcs,bovins)
Et son DADA: - la recherche du dernier progrès technique pour minimiser le coût de production;
- la promotion du paysan (à condition qu'il accepte le progrès!!!)

D'OU A COOPASUD CREATION D'UNE UNITE DE DESHYDRATATION A ELLIANT (29 S)

POURQUOI LA GREVE ? - 15 Mai: date prévue pour le démarrage de l'usine
- 25 Mai: démarrage effectif de l'usine

Toutes les usines de déshydratation connaissent de grosses difficultés de départ A Elliant, le 25, l'épiaison de l'herbe, le manque de matériel, (2 ensileuses au lieu de 3, Camions pas arrivés, le 3 ème n'arrivera que le 13 Juillet) font que les difficultés sont encore plus grandes.

-18 Juillet: le personnel inorganisé jusqu'alors présente une lettre de revendications: manque de personnel, redéfinition des postes, manque de matériel, de locaux, demande de convention collective. PAS DE REPONSE

- 26 Juillet:lettre de licenciement au responsable de l'atelier de déshydratation Jean Gourlay sous prétexte d'insuffisances professionnelles

POURQUOI FAIRE SUPPORTER A JEAN GOURLAY LES DIFFICULTES DE DEMARRAGE ?

Depuis: 42 jours de grève à COOPASUD, grève à UNICOOPA, à la FDSEA, à la Chambre d'Agriculture, soutien actif des CDJA et des Paysans Travailleurs, le mouvement continue à s'amplifier: Landerneau, Ploudaniel.....

LE DROIT AU TRAVAIL

Les ouvriers se battent entre autres pour la réintégration d'un des leurs comme les paysans luttent pour maintenir un fermier sur sa terre ou pour la réintégration de 7 paysans adhérents d'une coopérative du Nord Finistère licenciés pendant la grève du lait.

LE DROIT DE GREVE

C'est la principale arme des travailleurs pour faire aboutir leurs revendications , les paysans l'ont utilisés. Aujourd'hui ce sont les ouvriers de COOPASUD qui font valoir leurs revendications par ce moyen.

SI LE LAIT N'EST PAS RAMASSE, SI L'ALIMENT N'EST PAS LIVRE
CE SONT LES DIRIGEANTS QUI EN PORTENT LA RESPONSABILITE

Les paysans réclament un salaire (au moins le SMIG) pour leur travail et se battent aussi face à la coopérative pour l'obtenir comme les ouvriers de COOPASUD depuis 42 jours

OUVRIERS, PAYSANS, NOUS AVONS LES MEMES PATRONS ET NOS INTERETS SONT LIES. NOUS NE TOMBERONS PAS DANS LE PIEGE DE KERSULEC ET SA BANDE QUI FONT TOUT POUR MONTER LES PAYSANS CONTRE LES OUVRIERS .

SOLIDARITE

LES DIRIGEANTS DE COOPASUD ONT DE LARGES SOUTIENS. IL FAUT QUE LES OUVRIERS DE COOPASUD TIENNENT LE COUP AVEC NOTRE SOUTIEN QUI DOIT ETRE AUSSI FINANCIER.

Les grévistes de COOPA-SUD
CDJA et Paysans Travailleurs

7

REPRESSION CONTRE LE GROUPE PAYSANS TRAVAILLEURS DE LOIRE-ATLANTIQUE

LES NOTABLES PAYSANS ESSAIENT DE LES ETRANGLER FINANCIEREMNNT

Au printemps dernier, le C.D.J.A. de Loire Atlantique décidait de se transformer en groupe "Paysans Travailleurs". La réponse de la droite paysanne à cette clarification politique ne se fait pas attendre: le 11 Septembre la Chambre d'Agriculture décide:
- de supprimer l'aide qu'elle attribuait au CDJA pour son programme de formation
- de supprimer le financement de la secrétaire de l'ex-CDJA
- d'expulser les Paysans Travailleurs des locaux de la Chambre d'Agricultureoù ils avaient leur bureau
- que les P.T. ne seraient plus représentés dans les organismes de service de la Chambre (Comités Régionaux de Développement Agricole, Service d'Utilité Agricole de Développement)

Les notables pourront-ils appliquer leurs décisions? Le 14 Septembre les Paysans Travailleurs divulguent la nouvelle et répondent par le communiqué suivant:

Réuni à Nantes le 14 Septembre, le collectif départemental a pris connaissance des décisions d'orientation que la chambre d'agriculture a pris à l'égard des P.T....Dans un communiqué le collectif définit sa position:" Depuis le printemps dernier, nous avons décidé de transformer le C.D.J.A. en groupe Paysans Travailleurs. Le terme employé n'est pas neutre ! Toutes les organisations agricoles: Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, Centre national des Jeunes Agriculteurs, les Chambres d'Agriculture (dont celle de Loire-Atlantique) prétendent que nous avons vocation à devenir chefs d'entreprise. Nous constatons que c'est faux: nous ne sommes pas semblables aux chefs d'entreprises qui sont maîtres de leurs moyens de production et entre autres maîtres d'établir la facture. Au contraire , nous recevons les factures de ce que nous achetons et aussi de ce que nous vendons (paye du lait)... Nous pensons que l'action syndicale la plus efficace consiste à ce que tous les paysans collectivement exigent face aux entreprises un juste paiement de leur travail. Etant entendu qu'il nous faut veiller à ce que la banque ne reprenne pas immédiatement ce que nous avons acquis. Nous disons bien TOUS les paysans qui vivent de leur travail. Il est temps d'en terminer avec le règne des présidents, vice-présidents, secrétaires des organisations, etc.. Nous ne voulons plus que les paysans aillent trouver "Monsieur Not'Maître" qui nous assistait et on était des assistés. Nous voulons faire disparaître lesnouveaux notables.... POUR NOUS FORMER, POSONS DES ACTES, Le programme de formation que nous avons proposé à la Chambre d'Agriculture (voir pages suivantes) part de ce principe. Les notables composant "la majorité de la Chambre d'Agriculture le rejettent. Les notables ont toujours considéré que les paysans étaient incapables d'agir et d'analyser les actes qu'ils ont posés. Ils estiment que c'est à eux qu'appartient de dire aux gens ce qu'il faut faire.... Par ailleurs ils se chargent de négocier sans les paysans auprès des autorités et des chefs d'entreprise le revenu et l'avenir de tous les paysans. La démarche des P.T. est exactement contraire: c'est aux paysans qui connaissent les difficultés de poser des actes et de prendre en charge les luttes collectives et même si besoin les négociations face àceux qui créent les injustices. La Chambre d'Agriculture vient de prendre des décisions , il reste maintenant à les appliquer... Nous existons et nous n'avons pas l'intention de disparaître. Nous avons par exemple puissamment soutenu les 103 paysans du Larzac . Nous soutiendrons les ouvriers de Lip. Nous mènerons les mêmes combats que par le passé contre les cumulards et en face des entreprises qui paient mal notre travail. Et ce n'est pas une décision bureaucratique qui y mettra un terme."

N.B. "Soulignons que tous les agriculteurs sans exception et notamment les plus pauvres paient l'imposition Chambre d'Agriculture qui va servir à éliminer la plupart d'entre eux D'ailleurs combien d'agriculteurs bénéficient des techniciens et ingénieurs de la Chambre? Moins de 10 % sans doute. Allons-nous continuer à payer l'imposition Chambre d'Agricumture?

L'affaire ayant éclaté au grand jour, le bureau de la Chambre se trouva contraint de s'expliquer . Ce qu'il tenta dans une conférence de presse le 21 Septembre, mais il ne put cacher que les décisions prises à l'encontre des Paysans Travailleurs sont de mesures de répression politique, comme l'indiquent les extraits suivants des déclarations du président de la chambre: " On voit apparaître un état de désespérance dans lequel les P.T. veulent entraîner les agriculteurs"

"La chambre ne veut pas de l'utilisation d'une structure professionnelle dans un but politique"

"Nous ne fermons pas les portes. Demain il y aura sans doute encore des jeunes agriculteurs qui voudront s'organiser".....

PROGRAMME D'ACTION POUR L'ANNEE 1973 DU GROUPE PAYSANS TRAVAILLEURS DE L.A.

Les Paysans Travailleurs: qui sont-ils?

La situation de la masse des paysans de nos régions est une situation de travailleurs exploités par le grand capital. Les organisations syndicales traditionnelles (CNJA, FNSEA) sont des syndicats de chefs d'entreprise. Leurs choix reposent sur le libéralisme économique basé sur la recherche du profit maximum et immédiat pour un minimum de privilégiés. Cette situation entraîne l'élimination rapide d'un grand nombre d'entre nous et amplifie les difficultés d'une majorité. De ce fait, le CDJA de Loire-Atlantique, même dans l'opposition, restait affilié au CNJA et cautionnait malgré lui les choix économiques de l'organisation nationale. Afin d'éviter toute confusion au niveau des paysans, afin de rendre les choses claires face au CNJA, il semblait important de rompre totalement les liens qui pouvaient entretenir ces confusions. D'autre part, le mouvement P.T. veut se donner des objectifs et un fonctionnement différent de ces organisations traditionnelles

Originalité du mouvement

1) Les choix économiques

Les actions et la réflexion des Paysans Travailleurs se situent dans la recherche d'un système économique où le pouvoir est exercé collectivement par les travailleurs .

2) Le fonctionnement

Le groupe fonctionne de façon à éviter la "notabilisation" des militants, les responsabilités sont tournantes , assurées à tour de rôle.

3) Les relations avec l'ensemble des travailleurs

Les Paysans Travailleurs se reconnaissent d'abord et avant tout comme des travailleurs . L'organisation est ouverte aux travailleurs paysans quels que soient leur âge et leur sexe. Les P.T. entendent développer les contacts avec les autres travailleurs, pour comprendre leur lutte et s'y associer , étant exploités par le même pouvoir capitaliste.

Une organisation différente

De l'affirmation d'une orientation nouvelle, découle une organisation différente et une animation autre . Une organisation permettant la participation du plus grand nombre, laissant très peu de place à la délégation de pouvoir ou de représentation.

Pour cela , trois niveaux:

-l'assemblée générale, chaque mois à date fixe, permet à tous les P.T. de prendre collectivement le plus grand nombre de décisions

- le collectif départemental qui regroupe un ou deux membres de chaque équipe à travers le département , assure un minimum de coordination. Il se renouvelle tous les six mois.

- le canton d'animation assure pour une durée de deux mois les tâches nécessaires à toute vie de groupe: collectionne et redistribue l'information, provoque et prépare les rencontres , en fait les compte-rendus,etc.....

A cette forme d'animation vient s'ajouter l'aide d'un animateur. La répression dont nous sommes victimes sur le plan financier (depuis plusieurs années au CDJA) nous amène à supprimer un poste d'animateur. Le rôle de l'animateur:

-aider le canton d'animation

-soutenir les P.T. engagés dans l'action

-permettre la synthèse de la recherche et de l'action en coordonnant les différents groupes

- liaison entre les militants isolés

-susciter la formation de groupes, d'équipes, dans les cantons où il n'y a rien

La formation

La formation doit être un éveil à une prise de conscience de la situation des travailleurs exploités par le système économique. Ces travailleurs doivent s'organiser collectivement pour avoir un poids dans la société. Cette formation se fera à partir des situations concrètes des gars à partir de ce qu'ils vivent, elle nécessite donc des moyens différents de ceux qu'on a connu (ex: méthodes scolaires....)

Formation dans l'action par la préparation de l'action, le choix des revendications , l'analyse, la réflexion politique

Formation à partir des situations concrètes de chacun

- la place dans le système économique, par rapport aux entreprises(crédit, coopératives..)
- la place sur son exploitation avec tous les problèmes posés: le développement technique jusqu'où? Les conséquences de la course à la productivité et aux investissements? La propriété des moyens de production.
- découverte des luttes des autres travailleurs

Programme pour cette année

Afin de toucher le maximum de gens, un travail de recherche sur les moyens de production sera proposé à l'échelon le plus bas possible (équipe de canton,commune,quartier)

-inventaire des sols et leur répartition

-étude des moyens d'action pour modifier cette répartition

-réflexion à partir du foncier et remise en cause du droit de propriété

Quelques journées seront organisées, avec ceux qui veulent , pour analyser le système économique, ses retombées? Quelles luttes sont prioritaires? Comment les mener? Comment notre combat est identique et doit se conjuguer à celui des autres travailleurs? La participation des P.T. aux différents groupes locaux d'agriculteurs (groupe d'ensilage groupement d'achat...) apparaît importante et nécessaire car c'est à travers cela également que se façonne l'avancée du milieu .

En cours d'année des actions telles que les revendications devant les entreprises laitières ou l'action directe face à un cumulard, ou encore la solidarité avec les paysans du Larzac, les ouvriers de Lip ou de Coopa-Sud,etc.... seront menées au gré des situations et des prises de conscience.

GENESTON : reprise après satisfaction partielle.

Les grèvistes de chez Racineux, en grève depuis le vendredi 4, ont repris lundi 15 après avoir obtenu certaines revendications :

- augmentation du salaire horaire de 25 centimes (10 en octobre, 10 en novembre et 5 en janvier).
- incorporation des primes de rend ment dans le salaire horaire, soit tout de suite environ 58 centimes. Ce chiffre est approximatif, car le montant exact sera déterminé courant janvier. Nous avons 3 mois d'essai.

- prime d'assiduité : pour la conserver, il ne faut pas manquer plus de 2 heures non-motivées. Auparavant, il ne fallait qu'une heure. En cas d'absence pour un motif valable (sépulture etc.) on conserve la moitié de la prime.

- prime supplémentaire : au-dessus de 227 vestons, il sera attribué une prime supplémentaire de 0,10. La prime concernant les pantalons sera déterminée à une prochaine réunion.

nouvelles brèves

St-Nazaire : samedi 21, 200 personnes ont assisté à la projection du film sur LIP réalisé à Besançon fin juillet et au débat qui a suivi à la M.J.E.P. Il a été décidé la création d'un comité de soutien et d'information à la lutte des LIP.

St-Nazaire : le CET du Bâtiment exprime sa solidarité aux grèvistes de la Construction

Nantes : des travailleurs de la Bibliothèque Universitaire appellent à voter blanc ou nul à l'élection du Conseil, refusant de "gérer la pénurie" et dénonçant la méfiance et le mépris à l'égard du personnel.

Les travailleurs de la Construction revendiquent une revalorisation de la profession

Cette branche regroupe en Loire-Atlantique 35 000 travailleurs, soit presque autant que la métallurgie (un travailleur sur 8). La situation ne cesse de se dégrader. Les salaires sont parmi les plus bas. Depuis des années, on lutte pour les aligner sur ceux de la métallurgie. Ils vont de 5,96, taux horaire de l'OS 2 à 8,16 pour un OHQ (métallurgie : 7,50 à l'OS2, 9,55 à l'OHQ).

Plus les salaires sont bas, plus l'augmentation du cout de la vie se fait sentir : en un an, viande de porc : + 15,9% - volaille : + 10,4% - produits de la pêche : + 11% - légumes et fruits : + 16,2%. Dans une famille à revenu modeste, une grande part passe dans l'alimentation, poste qui augmente le plus.

Les travailleurs du bâtiment subissent les intempéries - l'instabilité -, la mobilité les longs déplacements. Les avantages sociaux sont inférieurs à ceux de la métallurgie : pas de 13° mois ; en cas de maladie, les pertes de salaire sont importantes. Pour bénéficier d'un complément de salaire, en plus de l'indemnité de la Sécurité Sociale, il y a de 3 à 5 jours de franchise suivant l'ancienneté, alors que ce délai est pratiquement supprimé dans la métallurgie.
L'indemnité de repas est dérisoire : 3,50 F. par jour, et un petit nombre de travailleurs en bénéficie (6 000 sur 35 000). Le trajet travail/domicile est souvent très long, et n'est pas rémunéré.

Les employés, techniciens et agents de maitrise ne sont pas mieux traités. Les diplômes ne sont pasreconnus. Un technicien diplômé qui devrait être classé chef de chantier est souvent positionné chef d'équipe. Une secrétaire sténo-dactylo est souvent payée comme une O.S. etc.

Il faut dire qu'il y a 4 morts par jour dans la construction ...

Depuis mercredi 10, les gars de chez Rineau ont décidé la grève illimitée. Le jeudi et le vendredi, des milliers de travailleurs ont suivi leur exemple, car les travailleurs du bâtiment et des travaux publics sont en colère et en ont marre, comme ils le scandent dans les manifestations. Marre de faire de 9 à 13 heures par jour pour des salaires de misère, d'avoir 4 camarades assassinés et une centaine de mutilés par jour par les capitalistes qui entretiennent des conditions de sécurité lamentables, den'être même pas surs d'avoir la retraite (seul 1,5 % d'entre nous y arrivent...!), des dures conditions de travail.

Aussi, lundi 15, la CGT et la CFDT lancent officiellement le mot d'ordre de grève générale pour toute la Loire-Atlantique. Depuis : manifestations, meetings, piquenique devant la Chambre patronale n'ont pas suffi. Les patrons se refusent toujours à négocier.

Le "Groupe des Travailleurs Révolutionnaires du Bâtiment" propose : la participation de tous à la grève (1 000 cerveaux et 2 000 bras valent mieux qu'une dizaine), un Comité Central de Grève responsable devant l'Assemblée Générale de tous les travailleurs, de commissions Piquets de Grève, Popularisation etc. : Face à l'intransigence des patrons, être à l'offensive, les acculer à céder.

D'ailleurs, ailleurs les avoir dénigrées, la direction syndicale CGT en a repris certaines à son compte : piquet de grève, popularisation, mais pas le reste.
Le conflit risque d'être long. Préparons-nous au soutien politique et financier.

11

TRACT DISTRIBUE LE MARDI 6 EN VILLE

nantes L' E.N.N.A. EN GREVE

Les stagiaires de l'ENNA (école formant des professeurs de CET) de Nantes sont en grève aujourd'hui. Si nous avons recours à la grève, c'est que nos actions précédentes (pétition au ministère, manifestation au rectorat) n'ont pas abouti.

Nous exigeons
La nomination immédiate de 8 professeurs qui nous manquent
des locaux décents
des crédits de fonctionnement

La pénurie actuelle est la conséquence de la politique du pouvoir : la rentabilisation de l'école que l'on retrouve dans toute l'Education Nationale et, en particulier, dans les CET. Cette politique consiste à soumettre toujours davantage l'Education Nationale aux besoins immédiats du patronat.

La loi Royer aggravera encore la situation, en créant des centres de formation d'apprentis où les jeunes de 14 ans seront en fait envoyés à la production. C'est une forme déguisée de l'abaissement de l'age de la scolarité obligatoire à 14 ans.

HALTE A LA DEGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL !

NON A LA RENTABILISATION DE L'ECOLE !

PATRONS HORS DES C.E.T. !

SNETP - CET, SNETAA-FEN, SGEN-CFDT

- - - - - - - - - - - -

Communiqué à la presse

Mardi - 16 Octobre 1973

LES FUTURS PROFESSEURS DE C.E.T. EN GREVE

Qu'est-ce que l'ENNA ?

L'école normale nationale d'apprentissage est l'école qui forme les professeurs de CET. Ceux-ci y font un stage en 1 ou 2 ans suivant les cas.

Les revendications des stagiaires

La rentrée s'est déroulée à l'ENNA dans de très mauvaises conditions

- l'école est toujours logée dans une ancienne caserne
- les crédits de fonctionnement sont insuffisants
- et surtout, il manque 8 professeurs sur 24 : 3 en français, 3 en sciences, 1 en audiovisuel, 1 en Anglais. Dans la section Français-Anglais, les stagiaires n'ont ni professeur de Français, ni professeur d'Anglais !

Historique de la lutte

Les stagiaires et leurs professeurs ont agi dès la rentrée : pétition au ministère le 18 Septembre, grève des profs d'ENNA (à l'appel du SNES) le 28 septembre, le 4 Octobre à l'appel des syndicats, l'assemblée générale des stagiaires décide d'organiser une manifestation au rectorat avec dépot de motion.

Pourquoi la grève aujourd'hui ? Toutes les actions se sont heurtées au refus pur et simple de discuter de la part du rectorat. Une demande d'audience intersyndicale pour le 16 Octobre a été rejetée. C'est pourquoi les stagiaires sont en grève. Ils manifesteront en ville pour informer le public.

LES TRAVAILLEURS SONT CONCERNES.

Les parents d'élèves comprendront que la lutte des stagiaires ENNA concerne aussi leurs enfants, qui seront les premiers à subir les consé

quences de la politique actuelle. La situation de pénurie à l'ENNA n'est pas un hasard : elle entre dans le cadre d'une politique de :

- démantellement des C.E.T.
- soumission de l'enseignement technique aux besoins immédiats du patronat

L'offensive patronale sur l'enseigneme nt technique, dont la loi ROYER est une nouvelle démonstration, doit se heurter à une action résolue associant élèves, parents et enseignants.

L'intersyndicale SNET-CGT/SNEG-CFDT/
SNETAA-FEN

CANTON DE SAINT GILDAS - - - - - - SOIREE - DEBAT SUR LA JUSTICE

Vendredi soir, 12 Octobre, un débat peu habituel sur la justice réunissait plus de 200 personnes dont une majorité d'agriculteurs.

Plutôt qu'une information sur le fonctionnement de l'appareil judiciaire, ce débat a voulu être un débat de fond sur ce qu'il faut penser du droit et de la justice en France plus particulièrement.

Nous sommes habitués, en effet, à considérer le droit et les lois comme quelque chose qui va de soi, qui a toujours existé, auquel on se soumet sans discussion.

La rencontre de St Gildas nous a aidés à comprendre que le droit a une histoire, qu'il varie selon les pays et selon les époques, qu'il est donc une création de la société et qu'il présente le reflet de l'organisation de notre société.

Des exemples concrets nous aidèrent à saisir la distance qui sépare la justice telle qu'elle se pratique et celle que les travailleurs souhaitent collectivement :

- l'affaire JAUSSEAU où un cultivateur est condamné à 15 jours de prison avec sursis et 100.000 F d'amende pour avoir pris la défense d'un d'une famille dont les biens avaient été mis en vente judiciaire
- l'affaire SAMBRON Ou LES OUVRIERS déclarent être accusés faussement de la séquestration d'un dirigeant
- le procès qui a suivi l'action anti-cumul envers les BABIN

A partir de ces cas et plusieurs autres abordés spontanément et discutés dans la salle, il est apparu que les jurés étaient, dans leur majorité issus d'un certain milieu et étaient tentés d'interpréter les lois en fonction de leur milieu d'origine, que les lois favorisaient plus le pouvoir en place que les travailleurs. Il s'ensuit que les travailleurs, paysans et ouvriers ne peuvent se démobiliser des luttes qu'ils mènent pour s'en remettre à une justice qui n'est pas la leur.

La justice , Quelle justice et pour qui ?

Le débat reste ouvert et demanderait à être repris dans les unions cantonales et les syndicats.

Des paysans du canton.

AVIS AUX LECTEURS : Sur des textes comme celui qui précède, il est
AVIS AUX LECTEURS : fait référence à des actions passées qui sont peut-être ignorées ou mal connues de certains.
AVIS AUX LECTEURS : Le collectif APL est à la disposition des lecteurs
AVIS AUX LECTEURS : pour des informations complémentaires. Ecrire à APL - Librairie 71 - Rue JeanJaurès - 44 NANTES

Communiqué du comité de soutien à la lutte révolutionnaire du Peuple Chilien

Le combat révolutionnaire qui est organisé par les travailleurs chiliens afin de répon dre au coup d'état fasciste et à sa répression criminelle est une lutte qui se doit d'^ d'être soutenue activement. Nationalement s'est constitué un comité DE SOUTIEN A LA LUTTE REVOLUTIONNNAIRE DU PEUPLE CHIMIEN qui s'est donné pour objectif de développper un large mouvement populaire unitaire qui devra apporter son soutien au peuple chilien; face à la répression fasciste et à la résistance du peuple chilien sous toute ses formes et plus particulièrement la lutte armée qu'il mène pour se libérér définitivement de la dictature militaire. Ce comité de soutien est étroitement lié dans son fonc tionnement et les perspectives qu'il ss donne au type de lutte qui s'organise au CHILI. La résistance populaire effective mise en place par les travailleurs chiliens se donnant comme moyen la lutte armée prolongée; il est donc nécessaire de faire un travail réel dans des comités unitaires de base créés dans tous les secteurs pouvant être touchés (entreprises, Facs., lycées, quartiers...).

D'ores et déjà, à Paris ont été programmées " I2 heures pour le CHILI " pendant lesquelles se réroulberont meeting, spectacle, exposition, dans le but de soutenir politiquement et matériellement la lutte du peuple chilien.

Pour sa part le C.S.L.R.P.C. de Nantes a envisagé de concrétiser son travail dans les différents secteurs par une première journée " 6 heures pour le CHILI " marquée également par un meeting, spectacle et exposition vers le 10 novembre.

Le C.S.L.R.P.C. lance un appel à tous ceux qui veulent soutenir le peuple chilien sur les bases énoncées et les invite à rejoindre les différents comités unitaires de b base:

VIVE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHILIEN

RENCONTRES RURALES DE BOQUEN :

Au cours de l'année 72-73, cinq grandes réunions ont fait de Boquen un lieu privilégié où les militants ruraux de l'Ouest aiment venir confronter en toute liberté leurs opinions , riches de leurs expériences et de leurs engagements , à la recherche d'espoir et de sens. Le thème proposé "Foi chrétienne et développement rural" a été abordé à partir de : - la vie professionnelle: l'avenir est-il aux grandes entreprises?
- la vie collective : quel est le pouvoir des ruraux sur leur avenir?
- la vie culturelle : les ruraux à l'école , pourquoi faire, ?

débouchant sur des questions plus fondamentales d'une civilisation en crise:
la croissance pourquoi faire?
quel sens forger à notre effort collectif à travers ces interrogations?

L'équipe animatrice de ces rencontres veut chercher un espoir dans la prodigieuse gestation d'interrogations , de crises et d'efforts de la Bretagne, l'Ouest se crée un nouveau visage: faire émerger de nouvelles solidarités dans et par -delà les conflits Elle propose le programme suivant:

18 Novembre: CONFLITS Et SOLIDARITES ENTRE RURAUX ET URBAINS

Citadins et ruraux sont embarqués dans une même aventure régionale, mais ils se connaissent si mal ! Si des préjugés trop longtemps nourris par certains;commencent à s'estomper, de nouvelles sources de conflits apparaissent. Quelles sont les oppositions réelles, et les clivages démodés entre ruraux et urbains? Comment faire surgir des solidarités libératrices entre travailleurs des villes et des campagnes?

Débat: Jean Le Faucheur, permanent C.F.D.T.des C;d.N., André POCHON, agriculteur à St Bihy, M. X ... de Rennes.

16 Décembre : L'ESPACE RURAL : TERRE DE PROFIT OU DE SOLIDARITE

L'espace rural devient l'objet des convoitises et de spéculations affrétées; terres prises par l'expansionurbaine, l'aménagement du littoral, les infrastructures, l'armée, terre envahie par les promoteurs, les résidences secondaires, mais terres indispensables pour le jeune agriculteur/ Que propose la législation foncière? Comment ruraux et urbains peuvent-ils collaborer pour un aménagement de l'espace, au service du plus grand nombre , et non au profit de quelques privilégiés?

Débat : un économiste, H. Morin et Jo Aubin, agriculteur à Plérin, agriculteur du Méné, le maired'une commune proche d'une grande ville X .... de l'Agence d'Urbanisme de Rennes

20 Janvier 1974 : LES DIRIGEANTS ET LA BASE

Développer une région, c'est rendre un peuple à lui-même, c'est donner à chacun le maximum de responsabilités; mais notre société complexe exige une délégation de pouvoir : le monde des dirigeants risque de se couper des aspirations de ceux qui les ont élus. Comment, dans les organisations professionnelles, locales et régionales concilier la rigueur des gestionnaires et la volonté des militants , le fonctionnement des institutions et la libération de la base?

Débat: Victor Moisan, responsable coopératif UNICOOPA; Bernard Thareau, responsable syndicaliste et coopératif CANA Ancenis; Joseph Templier , animateur UNCEAS

24 Février : CULTURE DE MASSE ET VALEURS RURALES

La culture de masse à dominante urbaine, diffusée par la TV, la presse, va-t-elle niveler tous les particularismes régionaux à dominante rurale? Faut-il brader toutes les coutumes rurales ou ressusciter le passé? Comment le renouveau de la culture populaire bretonne peut-il redonner dignité aux hommes et espoir à nos régions?

Débat : Marcel Faure , ex-directeur de la revue "Paysans" , André Pochon, Fr. Merdrignac, F. Budet, (animateur culturel du Méné) M. Pigeon de la revue "Bleun Brug"

31 Mars : EGLISE D'HIER ET DE DEMAIN EN MILIEU RURAL

L'église avait joué un rôle primordial dans l'éducation et l'organisation des campagnes bretonnes: paroisses et fêtes, muttuelles et syndicats, écoles , J.A.C. etc... A-t-elle encore un rôle à jouer dans le développement régional? Comment les structures paroissiales , les mouvements d'action catholiques, les communauté s de base, peuvent-elles raviver l'espérance , les solidarités collectives chez nous?

NANTES CHASSE AUX JEUNES A EUROMARCHE

Euromarché (autrefois Escale) s'aggrandit et en même temps grossit son capital La direction fait tout pour attirer les jeunes (jeux électriques, baby-foot, bar) et embauche des videurs lorsque ceux-là désargentés deviennent indésirables . Des jeunes et des adultes se sont préoccupés de cette situation scandaleuse et commencent à riposter. Des réunions ont déjà regroupé jeunes et adultes essentiellement du quartier des Dervallières afin de s'organiser. Ils ont fait le bilan de la situation et recueilli des témoignages.

Voici les faits:

1° -Michel -16 ans - ; André - 15 ans -; Jean-Pierre - 15 ans; ouvrent une bouteille de Coca-Cola sur le parking du magasin, à l'aide d'un chariot . Le contenu gicle sur une voiture .
Deux videurs du magasin s'emparent d'eux , coupent les cheveux à l'un d'eux et enferment les deux autres.

2° Dominique -15 ans, Christian -15 ans, René16 ans , Pascal -14 ans, Patrick -16 ans, sont pris à partie par les videurs et sont frappés violemment alors qu'ils jouaient autour du baby-foot après y avoir dépensé leur argent. Ils faisaient trop de bruit paraît-il.

3° Un groupe de 15 jeunes de 14 à 18 ans se promenaient sur le parking d'Euromarché au moment de la fermeture. Ils sont abordés par deux policiers en civil qui leur montrent leurs pistolets . Deux jeunes filles partent en courant . Elles sont poursuivies par les policiers qui appellent à la rescousse les videurs du Magasin, armés de matraques .

4° Un groupe de 15 jeunes Entre 14 et 18 ans passaient sur le parking juste aussi avant la fermeture. Ilssont encerclés par des agents des forces de l'ordre et des videurs du magasin. Un jeune est frappé à coups de poing , les autres sont empoignés par les cheveux et enfermés dans les W.C. Puis un à un les jeunes sont interrogés dans un bureau avec vérification d'identité et menace d'afficher leurs photos à la porte du magasin.

15

POURQUOI TOUTE CETTE VIOLENCE ?

Les jeunes veulent réagir et beaucoup d'adultes n'admettent pas ces violences? Les jeunes vont à Euromarché pour se distraire mais n'en ont pas souvent les moyens

Attirés par le bar, les jeux , une fois leur argent dépensé, ils gênent , on les vide.

SEUL L'ARGENT INTERESSE !

Celui des jeunes , comme celui des adultes, attirés par le matraquage publicitaire . Tous sont victimes d'un système où le fric est seul Dieu. Tout pousse à acheter (à prendre quand on a pas d'argent) plus que ce dont on a vraiment besoin.

Et l'on retrouve les jeunes agressés et les adultes abusés à la porte du magasin. NOUS SOMMES TOUS CONCERNES, AUX DERVALLIERES ET AILLEURS :

Les jeunes se sentent rejetés de tous , là comme ailleurs on leur tombe dessus Les adultes s'enferment chez eux.

Où se parle-ton? Quand se parle-t-on?
Où se trouve la vie?
C'est la solitude, alors qu'on est tous ensemble les uns sur les autres.

CONTRE LA CHASSE AUX JEUNES , UNISSONS-NOUS POUR QUE DE TELS FAITS NE SE REPRODUISENT PLUS.

REVUE DE PRESSE ST NAZAIRE

La grève dans le bâtiment se poursuit . La maitrise, les ingénieurs et cadres y participent. La plainte déposée par le patron Landrin contre un délégué C.G.T. pour "entrave à la liberté du travail" est maintenue, et le patronnat refuse toute négociation. Menace de grève de solidarité auxChantiers et chez les dockers, l'industrie routière et l'équipement électrique . Accord le 20 chez ISOPEINT = panier de 10 F par jour , prime annuelle deux fois 500 F , salaires alignés par étapes sur la métallurgie, indemnités de déplacement .

Les caréneurs de SOPENA , RAMI, T.M.T., SOTRA, MARIN et PROTEC ont débrayé le 16. Ils ont obtenu uae convention collective. Les ouvriers de la grande Paroisse (chimie) poursuivent la baisse volontaire de rendement .

Une centaine de commerçants du CIDUNATI ont occupés le 17 la Chambre de Commerce . Pontchâteau, débrayage le 16 chez SAMBRON contre le déplacement d'un délégué. C'est sous la protection de ses camarades qu'il a regagné son poste habituel. Les syndicats dénoncent les multiples pressions sur les militants

Le M.L.A.C. (Mouvement Pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) a été fondé par les organisations suivantes au niveau national: Planning Familial, C.F.D.T., P.S., P.S.U., LIGUE COMMUNISTE, LUTTE OUVRIERE, ALLIANCE Marxiste, Révolutionnaire, Centres d'Initiatives Communistes), M.L.F., Révolution, Cause du Peuple , Confédération Nationale des Associations Populaires Familiales, Confédération des Associations Familiales Laïques, Mutuelle Nationale des Etudiants de France.

Ses buts sont:

1° -de lutter pour que les femmes et les hommes puissent vivre pleinement leur sexualité.

2° -de lutter contre l'avortement clandestin , ses causes sociales, et culturelles et ses conséquences .

3° - de lutter pour une large diffusion de l'information sur notamment les problèmes de la contraception et de la procréation.

4° - de lutter pour la réalisation des conditions économiques, sociales et culturelles nécessaires au libre choix.

5° -de promouvoir les conditions et les moyens nécessaires à la réalisation de ces objectifs. (Article 2 des Statuts du M.L.A.C.)

Vu la nature des groupes existant jusqu'ici à Nantes, nous ne pouvions faire ce travail en leur sein sans faire figure de désorganisateurs , de dissidents, de fractionnistes, "politiques" . Le M.L.A.C. naît de cette impossibilité. Au sein du M.L.A.C. , vu la variété des mouvements représentés, (syndicats, associations, organisations politiques réformistes ou révolutionnaires ,) Il est possible de défendre son point de vue, de le mettre en application, sans pour autant rompre l'unité sur les revendications communes : avortement et contraception libres et gratuits.

C'est pourquoi nous invitons les organisations , courants et individus à rejoindre le M.L.A.C. pour clarifier la situation au niveau de la région de Nantes.

C'est également pourquoi nous nous déclarons prêts à collaborer pratiquement av avec tous ceux qui, sans vouloir adhérer au M.L.A.C. ont en commun avec lui certaines orientations et certaines pratiques.

Pour prendre contact avec nous, écrivez nous, en nous donnant le moyen de vous joindre, à M.L.A.C. Librairie 71, 29 rue Jean-Jaurès 44 000 Nantes.

La permanence du M.L.A.C. se tient à cette adresse tous les mardis de 18 heures à 19 heures.

COMMUNIQUE DU FRONT HOMOSEXUEL D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

Dans le N° 50 de l'A.P.L., la chanson sur les C.R.S. résume l'oppression des travailleurs par le terme " enculé ". " MINUTE " emploie aussi cette formule pour nommer les travailleurs immigrés.

Les homosexuels sont exploités et opprimés, même s'ils n'en ont pas tous conscience. Que des révolutionnaires se servent encore du terme enculé pour désigner ce qu'ils ne veulent plus être, n'est pas pour améliorer la situation des homosexuels.

Et les patrons pourront encore nous licencier parce que nous sommes des "enculés".

COMMUNIQUE DE L'UNION MARXISTE DE NANTES

L'Union marxiste de Nantes, regroupement de militants de diverses tendances, estime qu'au sujet du Chili il y a certes des leçons à tirer pour ce qui concerne les voies de passage au socialisme.

Afin de pouvoir ammener à réfléchir sur les leçons qu'on peut en tirer(débat entre réformisme et révolution), le maximum de gens et particulièrement des travailleurs, et non pas seulement ceux pour qui la question est tranchée d'avance, dans cette optique l'U.M.N. soutient le peeting organisé le mercredi 24 octobre à 20 H.30 salle Paul-Fort (Tallensac) à Nantes par le comité URUGUAY de Nantes et par le P.S.U.. Il y aura la participation du chanteur VIGLIETTI et du journaliste A. LABROUSSE.

TROIS HEURES POUR LE CHILI

Dans une Amérique du Sud soumise à l'impérialisme américain, une brèche s'était ouverte il y a trois ans: le peuple chilien avait pu récupérer le cuivre, le charbon, le fer et toutes les richesses que les trusts multi-nationaux étaient en train de piller.

A la faveur de la victoire du 4 septembre portant ALLENDE au pouvoir, tendaient à se créer des situations irreversibles dans les entreprises et les exploitations agricoles, dans les quartiers et les services sociaux. L'expérience engagée par l'UNITE POPULAIRE avait soulevé dans les masses chiliennes d'immenses énergies et l'espoir de sortir un jour de la misère et du sous-développement.

Le coup d'état fasciste du 11 septembre a voulu mettre un terme à cette mobilisation des masses. Pendant 3 ans la droite et l'impérialisme avaient tout essayé pour reprendre un pouvoir qui risquait de leur échapper définitivement. Maintenant, les militaires utilisent les grands moyens: arrestations massives, tortures, exécutions, déportations, emprisonnements.

Ces moyens ont déjà fait leurs preuves dans d'autres pays d'AMERIQUE LATINE. En URUGUAY, le président BORDABERRY et les forces armées ont dissous le parlement puis les syndicats. Les dirigeants politiques et syndicaux sont arrêtés, torturés ou doivent s'exiler. Les TUPAMAROS sont traqués. La presse est ligotée, toute réunion politique est interdite.

*

Il est clair qu'au CHILI comme en URUGUAY, au BRESIL comme en BOLIVIE, l'impérialisme américain ne peut supporter de voir ses intérêts menacés par une mobilisation populaire.

CE DEFI IL NOUS APPARTIENT DE LE RELEVER

* en tirant de cette expérience les enseignements politiques qui s'imposent;

* en organisant l'information et la solidarité financière;

* en apportant le soutien politique aux peuples qui se battent dans les nouveaux VIETNAM allumés par l'impérialisme.

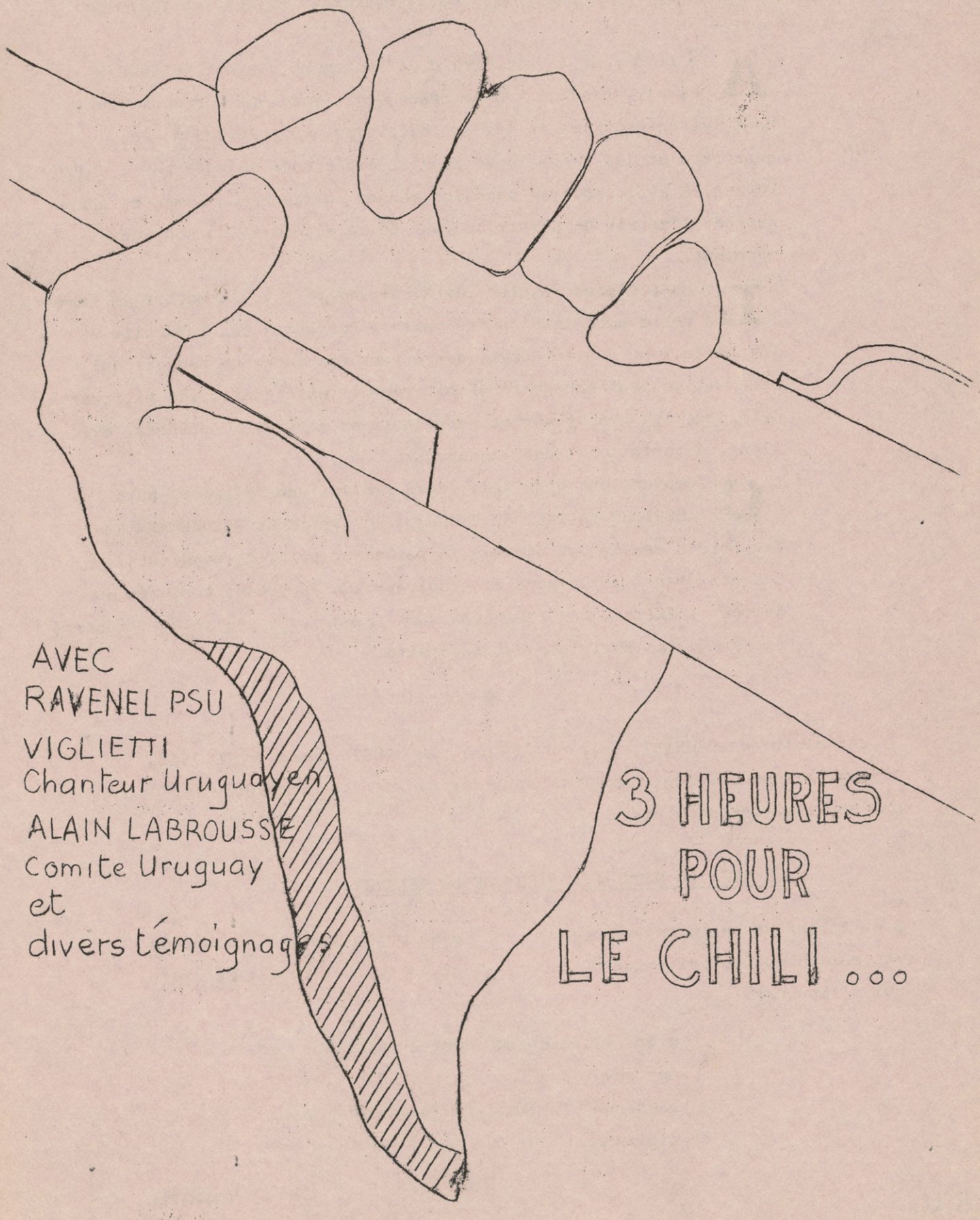
S.U.

comité uruguay

Salle PAUL FORT

(Talensac)

24 octobre - 20h30



AVEC
RAVENEL PSU
VIGLIETTI
Chanteur Uruguayen
ALAIN LABROUSSE
Comite Uruguay
et
divers témoignages

3 HEURES POUR LE CHILI ...